



Contre-jour

Les Tunisiens et la deuxième guerre du Golfe

par Sadri Khiari

à l'heure où nous écrivons ces lignes, en ces premiers jours d'avril, deux sujets préoccupent les Tunisiens : la guerre contre l'Irak

et les testicules du président Ben Ali ! Les rumeurs se multiplient en effet concernant l'état de santé du chef de l'État, qui souffrirait d'un cancer. Hebdomadairement, murmure-t-on, Ben Ali irait se faire traiter à Berlin. C'est ainsi que son récent pèlerinage à La Mecque a été interprété non pas comme un acte de propagande – ce qu'il est très probablement – mais comme l'expression d'un dernier repentir, l'illusion de se faire pardonner par le Tout-Puissant les crimes qu'on lui prête, réels ou supposés. D'autres, moins miséricordieux, et peut-être plus fins psychologues, y ont vu la tentative de « rouler le bon Dieu dans la farine » avant le grand départ. Quoi qu'il en soit, on ne croit plus, en Tunisie, à cette fatalité d'une présidence *ad vitam aeternam* ; une fatalité inscrite dans la Constitution depuis le « référendum » du 26 mai 2002 qui a levé les obstacles constitutionnels à une nouvelle candidature de Ben Ali aux prochaines élections présidentielles. Alors, désespoir d'un côté – en Irak – et espoir de l'autre ? La situation semble plus compliquée. Au désespoir profond que suscite la guerre contre l'Irak se mêlent quelques traits d'espoir, celui d'une revanche. Mais c'est encore du désespoir – le désespoir de sa propre impuissance – qui s'exprime à travers les espérances que réveille la maladie supposée du président tunisien.

Une mobilisation relativement faible

Le poids des défaites passées pèse comme une enclume sur le cerveau des vivants. L'« extériorité » intériorisée par les Tunisiens est celle du triomphe de la puissance occidentale face à l'impuissance arabe et musulmane. Les « coups d'éclat », comme l'invasion du Koweït, la destruction des tours jumelles de Manhattan ou les opérations kamikazes en Israël, fascinent par leur ambiguïté même : héroïques et impuissantes, meurtrières et suicidaires, victorieuses aussi, et pourtant porteuses de défaites encore plus terribles. L'écrasement de l'Irak en 1991, l'ampleur de la riposte américaine aux attentats du 11 septembre, les destructions de Tsahal en

Palestine ont tué presque tout espoir en Tunisie comme dans le reste du monde arabe. Dans un premier temps, l'opinion publique a donc observé avec résignation le débarquement, aux frontières de l'Irak, de ces centaines de milliers de *marines* armés de pied en cap, bourrés de technologie, jeunes, insoucians, ignorants et sûrs de la victoire – présage d'une nouvelle catastrophe pour les peuples de la région. Les Tunisiens n'attendent plus rien des États arabes, discrédités – « notre honte », a-t-on pu lire sur une banderole lors d'une manifestation – par leurs disputes publiques, de sommets arabes en sommets islamiques ; stigmatisés, tous tant qu'ils sont, pour leur veulerie, leur vénalité et leur vassalité par rapport à la Maison Blanche.

L'opposition tunisienne¹ n'échappe pas à ce désarroi national, et l'on a pu entendre prononcer, ici ou là, des phrases inimaginables dix ans auparavant : par exemple que le monde arabe allait peut-être, finalement, être débarrassé de l'hypothèque Saddam... L'ampleur des mobilisations internationales, la fermeté des positions de la France, de l'Allemagne et de la Russie face aux États-Unis, et surtout la résistance inattendue des soldats irakiens et le comportement, aussi, de la population qui n'a pas accueilli ses « libérateurs » avec « des fleurs » et de la « musique », ont ranimé l'optimisme. À la désespérance arabe et tunisienne se sont mêlées quelques notes d'espoir. L'espoir que les armées anglo-américaines se cassent les dents contre le mur irakien.

Mais l'engagement populaire reste faible et les Tunisiens manifestent surtout par procuration, à travers l'image des foules égyptiennes et marocaines que retransmet la chaîne qatarie El-Jazira. Dans les semaines précédant la guerre, les rares communiqués de l'opposition et deux ou trois réunions publiques, réunissant à peine quelques dizaines de personnes, ont montré que la mobilisation n'était pas au rendez-vous. Au mois de décembre dernier, le pouvoir avait interdit – pour « raisons de sécurité » – une manifestation à laquelle avaient appelé les partis de l'opposition et les associations indépendantes sans susciter, cependant, de véritables protestations. Ce n'est qu'au lendemain du succès de la journée internationale contre la guerre, le 15 février, que les mobilisations commencent en Tunisie, structurées le plus souvent autour des organisations régionales et locales de l'UGTT² auxquelles s'associent différentes formations de l'opposition et de la « société civile ». Le mouvement islamiste Ennahdha, prudent comme à l'accoutumée, s'abstient d'apparaître en tant que tel. La première manifestation de rue a lieu à Sfax, la deuxième ville du pays, le 17 février. Une amorce de manifestation, en vérité, car la police intervient immédiatement et violemment : des manifestants sont arrêtés ; la ville est quadrillée ; personne ne peut approcher du siège de la centrale syndicale où se réunissent les opposants à la guerre. La manifestation avortée de Sfax stimule d'autres initiatives, notamment dans les villes et les régions à forte tradition nationaliste arabe. Ainsi, quelques jours plus tard, le 22 février, à Gafsa, l'union syndicale régionale organise un rassemblement contre la guerre. Cette fois encore la police intervient brutalement. Des syndicalistes

sont hospitalisés et sept militants, membres du « Comité régional de Gafsa de solidarité avec l'Irak et la Palestine », sont interpellés. Le même scénario se répète ailleurs, à Mahdia, Sousse, Kairouan, Sidi Bou Zid, Le Kef... Le lendemain des événements de Sfax, le mouvement étudiant entre également en scène. Du 18 au 21 février, les principales facultés sont le théâtre de nombreux rassemblements ; les étudiants essayent de « sortir dans la rue » mais, là encore, les forces de police interviennent avec brutalité au sein même de l'enceinte universitaire.

Les premiers bombardements sur Bagdad donnent une impulsion supplémentaire au mouvement anti-guerre tunisien. Des discussions entre les principales forces de l'opposition démocratique aboutissent ainsi à la constitution d'un Comité national de défense de l'Irak. Le pouvoir est obligé de lâcher du lest. Le ministre de l'Intérieur autorise des meetings à la Bourse du travail de Tunis. Puis, par crainte d'éventuels débordements, il autorise deux manifestations dans la capitale. La première, organisée par les partis de l'opposition et le mouvement associatif indépendant, a lieu le 24 mars. Elle aurait regroupé cinq mille personnes. Moins sans doute. La seconde, le lendemain, organisée par l'UGTT, aurait rassemblé deux à trois mille personnes de plus. Mais l'itinéraire imposé – l'avenue Mohamed-V – évite le centre-ville et les quartiers les plus peuplés ; en outre, la police, omniprésente, veille à empêcher la population de se joindre au cortège. Les jours suivants, la centrale syndicale et les associations autonomes imposent des marches dans différentes villes du pays. Dans l'ensemble, cependant, il n'y a pas eu de mobilisations populaires massives comme dans les autres pays de la région arabe. Et l'ampleur du dispositif policier ne l'explique que partiellement.

Résurgence nationaliste

Avant d'analyser l'attitude du pouvoir face à la guerre et son rôle de désamorçage de la mobilisation populaire, il importe de signaler la résurgence de la thématique nationaliste arabe dans le discours de l'opposition démocratique. Ou, pour être plus exact, de souligner le fait que le nationalisme arabe, toujours présent en filigrane dans les discours politiques, perce à nouveau à travers la vulgate libérale droit-de-l'homme, principal argument de l'opposition depuis le début des années 1990. Lors de la guerre contre l'Afghanistan, le discours de l'opposition, hostile à l'intervention américaine, restait cependant prudent et balancé, axé essentiellement sur la défense des droits humains et du droit international ; en rupture par conséquent avec les thématiques anti-impérialistes et nationalistes des années 1970-1980³. Sans renoncer à la prudence, ni à l'ambivalence, le discours des oppositions tunisiennes, toutes tendances confondues, est aujourd'hui d'une grande virulence à l'encontre de la coalition anglo-américaine. Un communiqué récent de la LTDH⁴, formation modérée de l'opposition, fournit un bon exemple des glissements

discursifs qui s'opèrent. Dans le ton comme dans le contenu, l'analyse est sans concession ; on y parle des « véritables raisons de cette guerre agressive, à savoir l'occupation de l'Irak, la mainmise sur ses richesses et le changement de son régime en le transformant en une base américano-britannique afin de modifier la carte de la région et de soumettre ses peuples de manière à servir les intérêts d'Israël et de l'aider à exterminer le peuple palestinien et d'étouffer définitivement sa résistance à l'occupation et sa lutte acharnée pour sa libération ». L'organisation de défense des droits de l'homme appelle, en conclusion, à « dénoncer publiquement les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre perpétrés par les envahisseurs et à exiger que ces criminels soient traduits en justice ». Une première remarque s'impose : le président Bush et le Premier ministre Blair, les gouvernements américains et anglais ne sont pas mis en cause directement et ce n'est sans doute pas le fait du hasard. L'« agresseur » n'est pas désigné nommément, mais comme abstraction. Il est question ainsi de « bombardements anglo-américains », d'« agression anglo-américaine » et de « base américano-britannique ». Cela pourrait révéler deux choses : d'une part, la volonté de préserver le futur, c'est-à-dire les relations avec l'administration américaine dont on peut espérer qu'elle jouera un rôle dans la « transition » tunisienne ; d'autre part, la réactivation de la problématique nationaliste (arabe, en l'occurrence) opposant à l'abstraction anglo-américaine l'Irak éternel, cœur battant de la nation arabe, également absolutisé⁵.

D'autres glissements de langage, par rapport aux textes habituels de cette association, sont également perceptibles. Le communiqué de la LTDH évoque ainsi les « forces nationales » et non plus, comme il était d'usage depuis quelques années, la « société civile »⁶. L'argument principal de ce texte n'est pas la défense des droits humains et de la démocratie, mais celle de la « terre arabe ». Il est question de « grand peuple », de « résistance héroïque du peuple irakien », comme si le peuple, l'armée et Saddam constituaient un tout indistinct. Mais cela, le communiqué ne le dit pas explicitement ; il ne mentionne ni l'armée, ni Saddam Hussein. Son ambiguïté réside justement dans ses silences et ses non-dits. La Ligue dénonce – à juste titre – la « supercherie » des arguments américains concernant leur volonté de défendre les droits de l'homme en Irak ; mais rien n'est dit sur la réalité de la dictature baathiste, donnant à croire qu'elle-même serait une invention des services d'information américains. En ne parlant pas de Saddam, on évite à la fois d'en faire le panégyrique et de dénoncer sa dictature. Ce travail d'occultation n'est, cependant, pas inoffensif ; il permet de sublimer les conflits politiques qui traversent la société irakienne. En parlant du peuple irakien comme d'un tout indifférencié, on disculpe Saddam Hussein. Quoi qu'il en soit, le communiqué de la Ligue tunisienne des droits de l'homme est un texte national et patriotique, alors qu'il aurait été possible de dénoncer la guerre à partir d'une problématique démocratique plus conforme à la vocation et aux traditions de cette association⁷.

La guerre contre l'Irak et la crise du régime bénaliste

Lors de la guerre du Koweït, le président Ben Ali avait particulièrement bien manœuvré, au prix, du reste, de tensions avec les États-Unis et l'Arabie Saoudite. Il avait certes dénoncé l'invasion du Koweït et appliqué strictement l'embargo à l'encontre de l'Irak, mais il avait également dénoncé l'intervention militaire et s'était abstenu de participer – à l'instar du Maroc – à la coalition autour des États-Unis. Une attitude qui lui avait valu la sympathie de la population et avait facilité le ralliement de l'opposition démocratique, prélude à la grande vague répressive contre le mouvement islamiste et à la mise en place de l'État policier. Aujourd'hui affaibli, Ben Ali essaye de rejouer la même scène. Par rapport à d'autres pays arabes comme la Jordanie, le Koweït, le Qatar ou l'Égypte, le régime tunisien a un avantage géographique certain : la position stratégique de la Tunisie n'est d'aucune utilité à la Maison Blanche et, par conséquent, rien ne contraint le pouvoir à s'impliquer directement dans l'offensive militaire américaine. À moindre frais, pour l'instant, Ben Ali peut apparaître comme sincèrement hostile à la guerre. Ainsi, dans un discours prononcé le 20 mars à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le président tunisien a pu exprimer son « profond regret face au déclenchement de la guerre contre l'Irak », une guerre qui « ne fera qu'accentuer les malheurs et les risques d'instabilité » dans la région. Ce même jour, alors que les marches pour la paix se succédaient dans le monde, incitant l'opposition tunisienne à faire de même, le parti de Ben Ali, le RCD⁸, organisait une manifestation dans la capitale regroupant deux mille cadres destouriens ainsi que des représentants des partis de l'opposition officielle⁹ (MUP, MDS, UDU)¹⁰ et la direction de l'UGTT. Depuis, chaque jour, dans différentes villes du pays, les militants destouriens manifestent ; chaque jour, la télévision nationale et les médias rendent compte de ces manifestations : « Les manifestants ont parcouru les artères principales de la ville, brandissant des banderoles et scandant des slogans appelant à l'arrêt immédiat de la guerre, au règlement pacifique de la question irakienne et au respect de la légalité internationale. Ils ont également scandé des slogans réaffirmant leur solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte pour le recouvrement de ses droits légitimes. »

La stratégie du pouvoir est ainsi parvenue à entraver la mobilisation populaire – on analyse souvent d'une manière similaire la faiblesse relative de la mobilisation anti-guerre en France. La situation est cependant bien différente de ce qu'elle pouvait être en 1990-1991. Des dirigeants de l'opposition démocratique légale (PDP, *Ettajdid*, FDTL)¹¹ ont ainsi refusé de se joindre aux manifestations officielles, contrairement à ce qui avait été le cas lors de la guerre du Koweït. Loin d'être à l'union nationale, le climat reste fortement conflictuel. Ainsi, les avocats, dont le conseil de l'ordre est dans la ligne de mire du pouvoir qui lui reproche son alignement sur l'opposition démocratique, restent fortement mobilisés et prévoient toutes sortes d'actions

pour défendre l'autonomie de leur corporation. La guerre contre l'Irak intervient, en effet, alors que les prémices d'une crise de régime sont déjà là. Et l'aggravation de la situation dans le Golfe pourrait en être le catalyseur. Il est vrai que Ben Ali a pu tirer parti des attentats du 11 septembre, puis de la guerre contre l'Afghanistan, pour redéployer sa politique et imposer la réforme constitutionnelle qui l'autorise à présenter une nouvelle fois sa candidature aux élections de 2004. Cependant, comme l'atteste la jubilation qui accueille les rumeurs sur ses problèmes de santé, la désaffection populaire à l'égard du régime reste une réalité. Malgré ses inquiétudes stratégiques et ses divisions, l'opposition démocratique, qui a retrouvé un second souffle ces dernières années, ne semble guère disposée à capituler comme elle avait pu le faire au lendemain de la guerre du Koweït. En Tunisie même, le pouvoir ne pourra pas contenir indéfiniment les frustrations populaires.

La déstabilisation du régime tunisien peut être également le produit des conséquences économiques, et donc sociales, de la guerre et de l'après-guerre. Si, contrairement aux années précédentes, la récolte devrait être bonne cette année compte tenu des fortes précipitations qu'a connues la Tunisie, la reprise est loin d'être au rendez-vous. La crise économique qui s'est traduite, l'an passé, par la chute du taux de croissance au-dessous de 1,5 % risque de s'aggraver rapidement. Le tourisme, qui procure un sixième des devises et offre, directement ou indirectement, des emplois à des centaines de milliers de personnes, a connu une forte récession depuis le 11 septembre et l'attentat contre la synagogue de Djerba au mois d'avril 2002¹². D'ores et déjà, le secteur touristique subit de plein fouet les conséquences du conflit ; les hôtels sont quasiment vides ou sont obligés de vendre à perte pour attirer quelques vacanciers à petit budget ou téméraires. Les exportations tunisiennes périlclitent, confrontées à la contraction des marchés européens ; tandis que les importations, même contenues par décision politique, devraient se renchérir. Les autorités tunisiennes sont particulièrement soucieuses du poids de la facture pétrolière. La production locale baisse (elle est passée de 5 millions de tonnes en 1996 à 3,6 millions en 2002), alors que les prix à l'importation ne cessent de grimper. « L'équilibre budgétaire se situe pour nous à 20 dollars le baril. Il a été à 25 dollars en moyenne l'année dernière, soit un gap de 5 dollars sur notre budget », a ainsi expliqué Moncef Ben Abdallah, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, dans la presse tunisienne. Or, les achats de la Tunisie, ce premier trimestre 2003, ont été effectués sur la base d'une moyenne de 31 dollars le baril.

La grande inconnue demeure les réactions de la population. Pour l'instant, la désillusion par rapport au régime de Ben Ali et l'espoir d'un changement s'accompagnent d'un fort sentiment d'impuissance. On s'intéresse de plus en plus au discours de l'opposition, mais on n'y adhère pas encore. Et la répression reste forte, comme en témoignent, par exemple, l'arrestation récente et les tortures subies par de jeunes internautes de Zarzis (Sud-Est) s'étant rendus coupables

d'avoir consulté des sites de l'opposition. Dans cette situation, la propension à espérer une solution qui viendrait d'ailleurs est considérable. Un ailleurs qui peut être l'intérieur même du régime : pas moins de cinq rumeurs de coups d'État ont circulé l'année dernière ! Aujourd'hui, cet ailleurs est dans le ciel ; les Tunisiens s'en remettent à Dieu, qui aurait puni Ben Ali par où il a pêché. L'espoir peut aussi venir d'un peu plus près, de l'autre rive de la Méditerranée, de l'Élysée plus précisément : depuis peu, une rumeur circule selon laquelle Jacques Chirac – nouvel héros des Arabes – envisagerait de réorienter la politique de la France en Tunisie en faveur de la démocratie ! Mais cette situation d'attentisme – l'attente d'un sauveur – pourrait bien ne pas durer. ■

Sadri Khiari est peintre. E-Mail : sadri_khiari@yahoo.com

1. Il est question ici des formations politiques, partis ou associations, reconnus ou non reconnus, qui sont *effectivement* dans l'opposition.

2. Union générale des travailleurs tunisiens.

3. Voir S. Khiari, « L'opposition tunisienne », dans « Le Maghreb après le 11 septembre », *Notes de l'IFRI*, n° 44, 2002, pp. 87-95.

4. Ligue tunisienne des droits de l'homme. Communiqué du 24 mars 2003 (traduit de l'arabe), signé par son président, l'avocat Mokhtar Trifi.

5. De même, dans un communiqué publié le 27 mars, plus de trente hommes et femmes de théâtre dénoncent les « nouveaux envahisseurs » aux « funestes objectifs », sans plus de précision. Le message subliminal est le conflit éternel du Mal contre le Bien. On n'en sort pas...

6. À la fin de la déclaration, il est cependant à nouveau question des « composantes de la société civile ».

7. Le texte dénonce vigoureusement les gouvernements arabes, et notamment ceux « qui ont ouvert leurs territoires comme espace aérien et base militaire devant les envahisseurs ». Par rapport aux autorités tunisiennes, il se montre plutôt positif. Ainsi, la LTDH « enregistre avec satisfaction la position des autorités permettant aux forces de la société civile et aux partis politiques indépendants d'organiser aujourd'hui une marche populaire à Tunis ». Sans évoquer, dans ce communiqué du moins, l'interdiction des autres initiatives.

8. Rassemblement constitutionnel démocratique, héritier du Parti socialiste destourien de Bourguiba.

9. Selon le CNLT, « cette manifestation était "protégée" par un important dispositif policier afin d'empêcher toute personne non invitée à y prendre part » (« La guerre annoncée contre l'Irak prétexte à une répression tous azimuts », *L'Audace*, n° 97, mars 2003).

10. Respectivement Mouvement de l'unité populaire, Mouvement des démocrates socialistes, Union démocratique unioniste.

11. Parti démocratique progressiste, Mouvement *Ettajdid* (ex-Parti communiste), Forum démocratique pour le travail et les libertés.

12. Les recettes en devises ont baissé de 30 à 40 % à la fin octobre 2002 par rapport à la fin octobre 2001 ; les nuitées de 30 % également pour la même période.